

## Aux arbres citoyens ! Le mouvement d'agriculture urbaine, une forme participative d'appropriation de l'espace public

Anthopoulou T., Nikolaïdou S., Kolokouris O.

in

Vianey G. (ed.), Requier-Desjardins M. (ed.), Paoli J.C. (ed.).  
Accaparement, action publique, stratégies individuelles et ressources naturelles : regards croisés sur la course aux terres et à l'eau en contextes méditerranéens

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 72

2015

pages 339-349

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=00007151>

To cite this article / Pour citer cet article

Anthopoulou T., Nikolaïdou S., Kolokouris O. **Aux arbres citoyens ! Le mouvement d'agriculture urbaine, une forme participative d'appropriation de l'espace public.** In : Vianey G. (ed.), Requier-Desjardins M. (ed.), Paoli J.C. (ed.). *Accaparement, action publique, stratégies individuelles et ressources naturelles : regards croisés sur la course aux terres et à l'eau en contextes méditerranéens.* Montpellier : CIHEAM, 2015. p. 339-349 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 72)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

# Aux arbres citoyens ! Le mouvement d'agriculture urbaine, une forme participative d'appropriation de l'espace public

Theodosia Anthopoulou, Sofia Nikolaïdou et Orestes Kolokouris

Panteion University, Greece

---

**Résumé.** En Grèce, l'agriculture urbaine (AU), sous forme de jardins potagers à titre privé ou collectif, est un phénomène tout à fait récent lié à la crise économique qui touche particulièrement les ménages urbains. Dans cet article nous explorons, au travers des cas d'étude, la dynamique de l'agriculture urbaine en mettant l'accent sur le cas des jardins potagers municipaux, sans négliger l'importance des initiatives découlant de la société civile. L'analyse révèle l'émergence de nouveaux rapports entre les processus d'appropriation et les modalités de gouvernance issus de l'action publique, de la société civile et les aspirations collectives. Bien qu'elle occupe une place marginale dans la planification, l'agriculture urbaine prend un nouveau sens dans l'action publique de certaines municipalités urbaines en Grèce dans le but d'apaiser les ménages en difficulté et les groupes sociaux fragiles par l'approvisionnement en produits frais de qualité. Néanmoins, l'un de plus grands défis en ce moment consiste à assurer la viabilité et la pérennité de ces initiatives. A première vue, la tendance actuelle des initiatives d'agriculture urbaine en Grèce peut être considérée comme un phénomène « temporaire » notamment lié à la dépression économique et à celle du secteur immobilier, la néo-pauvreté croissante et les risques sociaux implicites, en particulier dans les centres urbains. On observe la faible capacité des initiatives existantes à créer de nouvelles structures ou des propositions spécifiques en matière d'aménagement et d'intégration de l'agriculture aux projets urbains. Malgré les bonnes intentions des initiateurs, l'absence d'engagement politique à long terme et le manque d'une approche territoriale globale compromettent l'agriculture dans toutes ses dimensions multifonctionnelles : sociales, environnementales, économiques, écologiques, de santé et éducatifs.

**Mots-clés.** Agriculture urbaine - services éco-systémiques d'AU - jardins collectifs - gouvernance foncière – crise - Grèce

**Title.** *'Aux arbres citoyens !' The urban agricultural movement, a participatory form of appropriation of public space.*

**Abstract.** *In Greece, urban agriculture in the form of private or collective vegetable gardens is a very recent phenomenon and is mainly linked to the economic crisis, which particularly affects urban households. This article investigates the dynamics of urban agriculture in Greece through case studies of municipal and collective garden initiatives, focusing on the case of municipal allotments. The analysis reveals the emergence of new forms of land appropriation and management as well as new modes of social organization and governance driven by public action, by actions by civil society and by collective aspirations. Although urban agriculture is a marginal issue in Greece in terms of planning at any institutional level, it is gaining popularity in terms of public action at the local level. The initiatives are supported by local administrations to appease both households in difficulty and vulnerable social groups by encouraging residents to grow their own vegetables. However, ensuring the sustainability of such initiatives is a major challenge for urban agriculture in Greece, which can be considered as a 'temporary' phenomenon that helps alleviate urban poverty and ensures urban food security but only in the short term. Despite the promising intentions of local actors, the lack of a long term political commitment and of a comprehensive territorial approach undermines urban agriculture in its economic, social, ecological, environmental, health, and educational dimensions.*

**Keywords.** *Urban agriculture - ecosystem services of UA - collective gardens - land governance – crisis - Greece*

---

## Introduction

Notre article porte sur l'agriculture urbaine émergeant récemment en Grèce sous l'effet de la crise et des mesures d'austérité (2010) qui affectent de façon plus dramatique les ménages urbains. La forme dominante d'agriculture urbaine (AU) est celle des jardins municipaux qui prolifèrent - à partir de 2012 - dans tout le pays dans le but de combattre la néo-pauvreté et de renforcer le lien social et la solidarité entre les citoyens. D'autres formes, les jardins potagers collectifs datent de la fin des années 2000. Ils sont issus des mouvements de la société civile : il s'agit d'initiatives individuelles réclamant l'espace public et s'opposant à la privatisation de la ressource foncière. Actuellement, dans le contexte de crise, le risque est croissant à cause des procédures dites 'fast-track' émanant du gouvernement central afin d'attirer des grands investissements internationaux.

Dans le présent travail nous allons explorer, au travers des cas d'étude, les processus d'appropriation et les modes de gouvernance des jardins collectifs en se focalisant sur les jardins municipaux. Plus précisément les questions que nous traitons sont : i) quelles sont les motivations et les stratégies des collectivités locales pour mettre en place les jardins potagers (préservation des espaces ouverts ; verdissement/écologisation de la ville ; politique sociale ; suivre éventuellement la mode actuelle en Grèce ? ii) s'agit-il d'un projet territorial viable dans le temps, dans le sens où l'agriculture serait incluse dans la planification urbaine et périurbaine (par une approche agri-territoriale) ?

## I – L'agriculture et la ville : quelles fonctions éco-systémiques de l'agriculture urbaine ?

L'AU se définit comme l'activité agricole localisée dans la ville et à sa périphérie pour répondre aux multiples besoins (à la fois alimentaires et en matière d'aménités environnementales, paysagères, récréatives, sociales etc.) des citoyens. Elle prend diverses formes qui varient considérablement en taille et en échelle selon le cas (densité du tissu urbain, type de projet...). Toutefois, deux des plus importants types d'AU dans le monde sont les « jardins communautaires » (surtout en Amérique du Nord) et les « jardins familiaux » (terme utilisé surtout en Europe). Le premier type désigne généralement l'appropriation collective ainsi que la forme de gestion participative des terres agricoles tandis que le second fait notamment référence à des initiatives administratives dans les terres publiques. Ce qui distingue l'agriculture urbaine de l'agriculture rurale est qu'elle fait partie intégrante du système écologique et de l'économie urbaine (métabolisme urbain) dans la mesure où les ressources (physiques et humaines) proviennent du milieu urbain, les produits et les services s'adressent aux citoyens alors que les utilisations des sols se trouvent en compétition directe avec d'autres usages économiquement plus rentables (Donadieu, 1998 ; Consalès, 2007).

Avec l'urbanisation croissante à l'échelle mondiale, l'importance de l'agriculture urbaine augmente également mettant de plus en plus en exergue sa fonction alimentaire y compris dans les pays développés (autosuffisance familiale, salubrité alimentaire, production bio, création d'emplois et de revenus pour les populations en difficulté). En effet, si la réapparition de l'AU dans les années 1970 dans les pays d'ancienne industrialisation a révélé le besoin des citoyens de renouer le lien avec la nature et les valeurs rurales (nouvelles images de ruralité) tout en renforçant le tissu social dans les quartiers, aujourd'hui le développement dynamique des jardins communautaires, associatifs et familiaux avec des formes différentes en Amérique du Nord jusqu'au Sud de l'Europe témoigne du besoin de plus en plus grandissant de produire sa propre nourriture, notamment pour une population victime de la crise (Aubry et Pourias, 2013; Pourias et al., 2012; Aubry et Kébir, 2013; FAO, 2010; FAO, 1999; FAO, 1998). Il ne s'agit pas d'un simple mouvement visant à amener la nature dans la ville mais également d'une demande sociale de réappropriation de l'alimentation (relocalisation des systèmes agroalimentaires en même temps qu'accès à une nourriture fraîche et saine et pas chère).

Comme le RUAF le souligne l'agriculture urbaine fournit une stratégie complémentaire pour réduire la pauvreté urbaine et l'insécurité alimentaire et pour améliorer la gestion de l'environnement urbain.

En plus de son apport en aliments, il est évident que l'agriculture produit aussi des biens publics (ou contribue à leur préservation) tels que paysages, biodiversité, environnement naturel, patrimoine culturel, etc. (Jouve et Padilla, 2007; Fleury et Donadieu, 1997; Fleury et Moustier, 1999; Aubry et Pourias, 2013). Ainsi, la valeur ajoutée générée territorialement par l'agriculture urbaine est multiple si l'on compare avec l'ensemble de la valeur commerçante des produits agricoles (denrées alimentaires). La reconnaissance croissante des impacts économiques, sociaux et environnementaux positifs de l'AU sur la durabilité des villes est sans aucun doute une opportunité pour l'institutionnalisation et l'intégration des activités agricoles dans la planification urbaine ainsi que dans le système alimentaire urbain à l'échelle du gouvernement local.

L'agriculture urbaine comme une forme particulière d'occupation des sols et de gestion du foncier se pose désormais de façon insistante sous différentes formes de gouvernance et d'organisation sociale, à titre individuel ou collectif et par des opérations souvent innovantes en technicités agronomiques (telles que la transformation des déchets organiques en compost urbain, les méthodes de culture hydroponique, Smit and Nasr, 1992). Dans tous les cas, quatre enjeux majeurs découlent de cette dynamique ; ils nous mènent à réfléchir sur le rôle multifonctionnel de l'agriculture dans l'aménagement des territoires urbains et périurbains en quête de durabilité: i) un enjeu lié à la reconnaissance des services éco-systémiques de l'agriculture urbaine (alimentaire, paysagère, environnemental, social) et l'importance de son inclusion dans la planification urbaine (Aubry et al., 2012; Visser et al., 2007; Magigi and Drescher, 2009); ii) un enjeu lié à la demande sociétale d'accès à une nourriture fraîche, saine et pas chère, à la relocalisation des systèmes agroalimentaires (mise en cause du système alimentaire global); iii) un enjeu lié à la demande de reconquête des espaces ouverts dans les zones urbaines et périurbaines afin de les rendre productifs et accessibles aux citoyens (e.g. verdissement/écologisation des terres longtemps délaissées et des friches industrielles ou urbaines) interrogeant une gouvernance foncière plus participative au-delà des prescriptions du marché foncier libéral ; iv) un enjeu de changement des perceptions et des pratiques sociales au regard de la valorisation de la ressource foncière dans la perspective d'un autre modèle de société plus durable (Hopkins, 2008).

## **II – Les jardins collectifs en Grèce : une découverte tardive de l'AU sous pression de la crise**

Les jardins collectifs (ou partagés) suggèrent des formes participatives d'appropriation de terrains cultivés en milieu urbain (Pashchenko et Consalès, 2010; Nadreau, 2010). Ils constituent un *espace « participatif de solidarité et de convivialité, structuré autour d'un jardinage écologique, censé tisser des liens sociaux dans ces quartiers d'implantation. Il privilégie trois dimensions d'intervention : sociale, environnementale et politique »* (Pashchenko et Consalès, 2010). Les premiers jardins collectifs se réfèrent aux « community gardens » de New York, apparus dans les années 1970, puis diffusés dans plusieurs mégapoles d'Amérique du Nord sous impulsion du mouvement de « Guerilla Gardening » dans des contextes de crises urbaines (Mares et Pena, 2010; Crane, 2011; Brace, 2010; Zanetti, 2011). En France, les jardins partagés émergent plus tard, vers la fin des années 1990. Il s'agit d'une évolution alternative aux jardins familiaux car même sur un allotissement individuel de parcelles, on reste sous le principe d'organisation et de gestion collective du jardin.

Or, bien que les jardins potagers collectifs (familiaux ou associatifs) soient bien répandus dans les tissus urbains des villes du Nord et de l'Est de l'Europe, ils sont peu connus et développés dans l'Arc Méditerranéen (y compris la Grèce) excepté ceux de quelques grandes

agglomérations industrielles. L'exemple des jardins familiaux à Barcelone, Marseille et Gênes étudiés par J.N. Consalès (2007, p.9) les montrent « *coincés entre des besoins sociaux de plus en plus soutenus, des politiques territoriales ambiguës et des situations foncières pesantes ; ces jardins familiaux témoignent de la difficile concrétisation des enjeux potentiels de l'agriculture urbaine dans l'Arc Méditerranéen* ».

En Grèce, les jardins potagers urbains (collectifs ou non) apparaissent très tardivement, dans les années 2000. Ceci peut résulter d'une part des conditions historiques mêmes et des procédures d'urbanisation du pays (urbanisation tardive sans industrialisation significative et marquée par l'exode rural massif, extension spontanée des villes avec manque d'infrastructure de planification urbaine etc.) et des liens d'appartenance forts avec l'origine rurale, et d'autre part, d'un manque de culture en matière d'actions associatives ainsi que d'une faible organisation des citoyens (Anthopoulou, 2013). Deux types d'initiatives se démarquent :

**a] Ce sont dans un premier temps quelques initiatives sporadiques individuelles** qui voient le jour. Elles découlent de mouvements de citoyens et sont liés aux milieux écologistes et libertaires: occupation spontanée des friches urbaines et aménagement de jardins potagers autogérés (terrains vacants dans les quartiers, terres communales délaissées aux périmètres des villes, anciens camps militaires etc.) afin de se réapproprier le cadre de vie et de renforcer le lien social à travers des procédures de démocratie participative. Ce type d'agriculture urbaine qui fait partie de « Nouveaux Mouvements Sociaux » (Touraine, 1984; Wierovka, 1986 & 1987) se développe en Europe et en Amérique du Nord depuis les années 1970 (ex. "the diggers" of Los Angeles). Produit de préoccupations post-matérialistes, il questionne une société de consommation de masse et ses caractéristiques propres aux pays occidentaux. En Grèce, le mouvement d'agriculture urbaine liée au mouvement des initiatives citoyennes apparaît après les incendies de l'été 2007 dans le Péloponnèse. Ce phénomène catastrophique a généré un nouveau courant dans la société civile marquée par la sensibilité environnementale. En même temps, il est issu de la prise de conscience des tentatives d'autogestion de milieux libertaires et écologistes ; il s'inscrit dans un mouvement de protestation sociale plus large surtout après les émeutes des jeunes en décembre 2008, réagissant à la mort d'un adolescent exécuté par balles par la police. Bien que ces initiatives restent très minoritaires jusqu'en 2011 en tant que pratiques plutôt révolutionnaires, elles se développent désormais à travers les collectifs citoyens ; en même temps, elles s'ouvrent à d'autres thématiques. Dans cette optique, elles mêlent les questions d'une agriculture alternative (permaculture, agriculture biologique et locale), de qualité de vie, revendiquent des espaces libres urbains ainsi que la nécessité de lutter contre la crise alimentaire et la pauvreté.

Deux cas emblématiques de ces initiatives émanant de la société civile sont ceux du « Parc d'Helliniko », où sur le site de l'ancien aéroport d'Athènes les citoyens réclament l'inconstructibilité et les « Agricultures Périurbaines » (PER.KA) situées à Thessalonique, sur une ex-base militaire. Ces initiatives connaissent une forte poussée en 2011, et depuis le début de la crise, se diffusent auprès des nouvelles classes moyennes et des néo-pauvres (surtout des jeunes chômeurs). Leurs discours se concentrent sur les questions liées à la revendication post-matérialiste des espaces libres. Ainsi, la production ne tient pas une place importante dans leur motivation. En outre, les initiatives sont une manifestation politique et sociale visant plutôt à enseigner aux citoyens la formulation de revendications - à partir de la connaissance de modes de vie écologique, d'activités "alternatives" et politiques (séminaires, réseaux d'échange, des groupes de théâtre, participation aux manifestations et protestations etc.) - qu'à lutter contre la pauvreté.

En termes de gestion, les initiatives issues de la société civile sont des jardins urbains autogérés. Le processus de prise de décisions (decision-making) s'opère par des formes de démocratie par le bas (grassroots democracy) : assemblées générales, groupes de travail et utilisation des outils d'internet (googlegroups, forum etc.). Dans la plupart des cas ces jardins sont de petite taille (e.g. la surface du Jardin d'Helliniko ne dépasse pas les 0,3 ha) et la terre

n'est pas attribuée aux usagers mais elle est gérée d'une manière collective. Ce type d'organisation de jardins collectifs a le désavantage de ne concerner finalement que très peu d'adhérents travaillant la terre. Par contre, d'un point de vue financier le coût de conduite des jardins autogérés urbains est beaucoup plus faible que celui des jardins municipaux. Le fonctionnement de ces jardins est fondé sur les principes du volontarisme, de l'échange, de l'économie sociale et solidaire et de l'usage raisonnable des ressources (e.g. l'eau). Le seul exemple d'initiative citoyenne ayant distribué des petits lots à tous ces membres, alors que la gestion de l'équipement et des activités reste collective, est le cas de PER.KA (Agricultures Périurbaines). Ce mode de gestion a connu un développement rapide ; en une année, les surfaces cultivées sont passées de 0,2 ha à 1 ha et les membres adhérents, d'une association de 50 membres à 5 associations de 50 membres chacune. Cet exemple montre des avantages par rapport à la gestion plus collective, laquelle atteint souvent ces limites à cause du manque des adhérents actifs.

**b] Un peu plus tard, en 2012,** et en pleine crise économique affectant surtout les centres urbains, émergent dans toute la Grèce les premiers jardins municipaux ; c'est plutôt une action spontanée des maires au sein de la politique sociale (soulagement économique des ménages, inclusion) qu'une politique solide d'aménagement urbain durable (et d'autant plus agri-urbain) de long terme. En réponse aux phénomènes inquiétants de néo-pauvreté et de malnutrition dans les grands centres urbains on observe tout dernièrement la création croissante en nombre (ou l'annonce de création) de jardins potagers municipaux au nom du principe de sécurité alimentaire des citadins en difficulté. En Grèce, ces initiatives d'agriculture urbaine/périurbaine sont de nouveaux modes d'accès au foncier ; elles reflètent la nécessité de mobiliser les ressources foncières latentes au bénéfice des collectivités locales. Les jardins sont à la fois individuels (distribution des lots municipaux aux cultivateurs) et collectifs (terre et infrastructures de base fournies par la municipalité ; e.g. eau d'arrosage, amendement du sol, savoir faire et support technique menés par des agronomes de la mairie). Leur taille est petite (lots de 25-50m<sup>2</sup> dans l'urbain, de à 50-70 m<sup>2</sup> dans le périurbain) et la production relativement faible, ne représentant pas, en effet, un enjeu marchand. Ils sont exclusivement, et par règlement, utilisés à des fins d'autoconsommation familiale à l'exception d'une petite partie de la récolte qui peut être distribuée par les « épicerie sociales » qui ont émergées tout récemment à l'initiative des municipalités et des ONG afin de lutter contre la pauvreté et la malnutrition.

Les résultats des deux études de cas exemplaires effectuées au Nord de la Grèce (Alexandroupolis et Thermi) montrent que les motivations principales des gens intéressés par les lots concernent notamment l'autoproduction alimentaire: ils confirment ainsi l'importance d'avoir accès à des aliments sains et pas chers. En résumé, l'analyse a mis en évidence deux principaux groupes d'agriculteurs urbains (Anthopoulou et *al.*, 2012; Anthopoulou et Partalidou, 2013; Nikolaïdou et Anthopoulou, 2013) : i) Tout d'abord, ceux qui appartiennent à des groupes sociaux vulnérables et qui demandent l'accès à la terre afin d'assurer les aliments frais et sains pour leurs familles (chômeurs, familles à faible revenu et retraités). Représentant deux tiers de la population interviewée, c'est le groupe le plus nombreux. ii) Ceux qui expriment le besoin d'améliorer la qualité de leur vie à travers l'agriculture biologique et un régime diététique de qualité tout en profitant des aménagements paysagers, de la relaxation et de l'exercice, et des bénéfices psychologiques. Bien qu'ils ne négligent pas les impacts de la crise quant à la déprivation sociale et économique grave des ménages, leur décision n'est pas prise sous pression économique ou pour atteindre l'objectif d'autosuffisance alimentaire. En plus de toutes ces motivations, les cultivateurs – de ce deuxième groupe - ont souligné lors de groupes de discussion (focus groups) le rôle psychothérapeutique des jardins : ils représentent un lieu de socialisation et de loisirs en pleine période de crise et de déprime conséquente; est ainsi vérifié que les jardins collectifs sont une contribution très importante aux nouvelles relations sociales ainsi qu'à la santé physique et psychologique.

Toutefois, la question centrale qui se pose: i) s'agit-il d'un mouvement dont la perspective est de se stabiliser institutionnellement (élaboration de politiques publiques d'aménagement du territoire), idéologiquement (activation de la société civile, gouvernance démocratique

participative du foncier, réappropriation du cadre de vie) et dans la pratique (reconnaissance des services éco-systémiques de l'AU et consolidation de ces actions associatives par tous ceux qui s'impliquent actuellement tels que les maires, de citoyens enthousiastes, etc.) ? ii) s'agit-il plutôt d'un feu d'artifice qui va durer tant que la crise persiste (couverture temporaire des besoins alimentaires, de support social et psychologique des groupes vulnérables) ?

### **III – Quelle pérennité de l'AU dans une perspective de planification agri-urbaine ? Discussion**

L'agriculture urbaine et ses multiples dimensions ont été récemment intégrées dans la planification de la ville eu égard à la reconnaissance de sa multifonctionnalité (Bohn and Viljoen, 2005 ; Duchemin et *al.*, 2010; EPA, 2011; Obadia, 2008; Viljoen et *al.*, 2005; Visser et *al.*, 2007; OECD, 2001; UNDP, 1996). Comme nous le montrent différents exemples au niveau international, cette intégration est notamment liée à la fois à l'aménagement d'espaces publics ou aux opérations de revitalisation urbaine offrant un modèle alternatif de développement régional et urbain durable mais aussi, à la résilience et la relocalisation du système alimentaire urbain. Il s'agit donc de diverses formes d'AU intégrées aux projets urbains de mise en valeur des terrains vacants ou des friches industrielles, aux projets liés au verdissement ou encore à des projets plus innovants et industrialisés (e.g. la serre verticale de « Plantagon » en Suède). Ces nouveaux espaces comprennent une dimension territoriale de la production alimentaire et de la consommation de nourriture et sont également qualifiés de «paysages continus productifs» (Viljoen et *al.*, 2005; Gorgolewski et *al.*, 2011) et «Foodscapes» (Morgan et Sonnino, 2010; Mares et Pena, 2010; Van Assche et *al.*, 2012). A l'instar de plusieurs villes nord-américaines (e.g. Toronto, Portland, Seattle, Vancouver, Montréal), l'intégration de l'agriculture à la planification territoriale s'articule aussi à travers des nouvelles structures de politique alimentaire privilégiées au niveau municipal (e.g. conseils de politique alimentaire, c.f. Toronto Food Policy Council, 2012; Vancouver City, 2003; Pothukuchi and Kaufman, 1999 ; De Zeeuw, 2004).

En Grèce, ils n'existent pas de politiques, de lois ou directives se référant à l'agriculture urbaine à l'échelle nationale ou régionale. D'ailleurs, la tendance actuelle des initiatives d'agriculture urbaine est un phénomène en cours qui a tout récemment émergé au niveau municipal dans un contexte de crise, au nom du principe de la sécurité alimentaire des citoyens en difficulté. Les seules orientations « gouvernementales » concernant l'AU sont mentionnées dans le Cadre de Référence Stratégique National (CRSN, période 2007-2013) en tant qu'action cofinancée par les Fonds Structurels et le Fonds de Cohésion et coordonnée par le Ministère du travail, de la sécurité sociale et de l'aide sociale. Les jardins urbains municipaux y ont été inclus parmi d'autres structures sociales dans les catégories éligibles de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et il est souligné leurs effets positifs sur la santé et l'équilibre psychologique.

De ce fait, les initiatives en AU sont lancées par les acteurs administratifs publics au niveau local, à défaut de dispositifs institutionnels existants, et ce, dans un contexte de crise économique. Bien que les pratiques varient considérablement d'un cas à l'autre, dans leur majorité, les projets sont mis en place par les collectivités locales, au sein de leurs politiques publiques et sociales au niveau municipal et sont régis par des règles de fonctionnement similaires. En particulier, les collectivités locales encouragent les citoyens à participer à l'agriculture urbaine afin d'affronter les conséquences de la crise économique et financière et de préserver de l'exclusion sociale les groupes défavorisés. Sans avoir de stratégie d'intégration dans la planification urbaine ou des prérogatives institutionnelles concernant l'agriculture, les municipalités recourent à la planification « ad hoc » (non-institutionnalisée et à court terme) des jardins potagers réagissant face à la crise économique. En effet, la mise en place des jardins potagers municipaux n'est pas prise en compte dans le processus de planification urbaine et d'aménagement territorial. Au contraire, il s'agit plutôt d'une modalité d'action publique

spontanée qui prend une forme de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire au niveau local. Malgré l'absence d'un contexte institutionnel relatif à l'AU, les jardins potagers municipaux représentent une forme d'AU quasi officialisée. Toutefois, ni de nouvelles structures légitimes ni l'institutionnalisation de ces pratiques ne sont assurées.

En dépit des aspirations des collectivités locales, les cas étudiés ont révélé que les initiatives d'agriculture urbaine sont confrontées à un ensemble de contraintes qui témoignent de leur caractère temporaire, des pressions et des conflits fonciers, des problèmes liés à la bureaucratie, ainsi que de difficultés de financement et de problèmes organisationnels, etc. Pourtant, l'accès à la terre et la durabilité des projets constituent les deux grands défis conditionnant le devenir de l'agriculture urbaine. La terre disponible est la force motrice qui encourage les initiatives d'agriculture urbaine et la participation des citoyens. Ainsi, bien que l'accès au foncier et aux infrastructures supplémentaires soient facilités par les collectivités locales (terrains municipaux à titre gratuit ou à un prix symbolique, l'eau d'irrigation est fournie gratuitement), elles n'assurent l'utilisation des parcelles qu'à court terme (baux d'un ou de deux ans). De cette façon, dans la plupart des cas, si les incitations municipales favorisant l'inclusion de l'agriculture urbaine visent à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire en milieu urbain elles ne sont pas des programmes de soutien permanent ou à long terme ; au contraire, ils sont plutôt des moyens de soulagement à court terme. Il est alors évident que cette incertitude de durée d'accès à la terre met en péril l'avenir de l'AU et même le succès des projets qui sont d'avantage menacés par la disponibilité limitée des espaces ouverts et par la spéculation foncière. Dans cette optique, cette disponibilité ne peut être perçue qu'au prisme d'un usage transitoire ; elle n'est qu'une réponse opportuniste au moment d'une crise économique et immobilière (spéculation immobilière, compétition pour l'usage des sols, revendications futures d'utilisation des terres etc.).

Dans ce cadre, l'AU tend péniblement à trouver sa place dans des contextes urbains complexes et parce que les politiques d'aménagement du territoire sont défailtantes notamment en matière de soutien de l'agriculture périurbaine (Anthopoulou et *al.*, 2013; Nikolaidou et Anthopoulou, 2013). Alors que le rôle économique (soulagement du budget familial) et social (inclusion) des jardins municipaux est abondamment souligné dans le discours public (notamment par les maires et par les medias), ils sont peu reconnus pour leurs fonctions environnementales, paysagères et culturels. Malgré les bonnes intentions des initiateurs il faut ajouter le manque d'approche territoriale globale ou de projets concrets intégrant l'utilité de l'agriculture dans toutes ses dimensions multifonctionnelles : production, aménités environnementales, cadre de vie. A cela il faut ajouter que l'absence d'engagement politique à long terme mine la viabilité de ces projets ; de plus, les ambiguïtés et les incertitudes d'intentions futures privent ces projets de perspectives agri-territoriales.

Le mouvement d'agriculture urbaine implique de nouvelles formes participatives d'appropriation de l'espace public ainsi que de nouveaux modèles de gouvernance. A cet égard, il y a deux biais qu'il faut relever en Grèce: l'action publique et la société civile vis à vis des aspirations collectives. D'une part les municipalités à travers les initiatives d'AU et d'autre part la société civile à travers ses pratiques, souvent entravées par des restrictions de légitimation, ouvrent toutes les deux de nouvelles pistes d'approche agri-urbaine en intervenant sur l'espace public. Dans ce contexte, l'espace, celui des autorités locales et des aménageurs et celui des citoyens-usagers, est confronté à un processus de transformation sociétale. Ainsi un enjeu fondamental sera une approche tournée vers la mutualisation et le lien des efforts des collectivités territoriales avec ceux de la société civile qui pourraient réfléchir sur le modèle d'intégration de l'AU dans la planification urbaine ou inspirer des projets de jardinage à petite échelle sur les terres en jachère et publiques. Par exemple, recenser, mettre en valeur et favoriser la mise en réseau de toutes les initiatives existantes (formelles ou informelles) pourrait mobiliser les acteurs publics tant au niveau local et régional qu'au national. En tout cas, l'amélioration de politiques publiques existantes ou la création de nouvelles en faveur de l'AU doit intégrer le débat avec la société civile afin de renforcer la planification montante (dite bottom-up).



En somme, bien que les terres soient affectées temporairement et qu'elles ne dépendent pas d'une demande marchande il y a des avantages à long terme et des capacités émergentes qui ne devraient pas être ignorés. L'agriculture urbaine peut jouer un rôle important dans le processus de planification de la ville grâce à ses dimensions sociales, environnementales, économiques, écologiques et éducatives. La mise en œuvre et la durabilité des initiatives d'agriculture urbaine nécessitent l'engagement actif et une vision commune des collectivités locales et des acteurs politiques afin de traiter des questions telles que la pauvreté urbaine, l'insécurité alimentaire, la relocalisation de la nourriture ou des contraintes environnementales. En tout état de cause, la popularité du réseau des jardins municipaux, privés ou collectifs qui se multiplient dans les villes grecques, suscite de plus en plus d'enthousiasme et peut inspirer les collectivités et le gouvernement pour bâtir des politiques publiques innovantes. L'implication des municipalités dans la planification, la modernisation des outils de planification d'utilisation des terres et de schémas d'organisation spatiale, telles que les inventaires municipaux de terrains vacants, l'élaboration et le soutien de programmes et la création de nouvelles structures institutionnelles au niveau national et local, pourraient garantir un engagement politique à long terme afin d'assurer la sécurité alimentaire ainsi que la durabilité sociale et environnementale.

## Références

- Anthopoulou A., Partalidou M., Moysidis A. 2013.** Emerging municipal garden-allotments in Greece in times of economic crisis. Greening the city or combating urban neo-poverty? In : *Proceedings of the XXV ESRS Congress: "Rural resilience and vulnerability: The rural as locus of solidarity and conflict in time of crisis"*, Florence, 29 July- 1 August 2013. Pisa: Laboratorio di studi rurali Sismondi.
- Anthopoulou T. 2013.** Les particularités du foncier microfundiaire en Grèce à l'origine d'une urbanisation touristique mal contrôlée dans les zones agricoles littorales ? In : Perrin C. (éd.) *Un littoral sans nature ? L'avenir de la Méditerranée face à l'urbanisation*. Rome: Presses de l'Ecole Française de Rome, p. 221-227.
- Anthopoulou A. (dir), Partalidou M., Nikolaidou S., Kolokouris O., Moissidis A. 2012.** *Urban agriculture. Social inclusion and sustainable city. Case study of two municipal gardens in Northern Greece*. Athens: Panteion University.
- Aubry C., Ramamonjisoa J., Dabat M.-H., Rakotoarisoa J., Rakotondraibe J., Rabeharisoa L. 2012.** Urban agriculture and land use in cities: An approach with the multi-functionality and sustainability concepts in the case of Antananarivo (Madagascar). *Land Use Policy*, vol. 29, p. 429-439.
- Aubry C., Pourias J. 2013.** L'agriculture urbaine fait déjà partie du métabolisme urbain. In : *Déméter 2013 : économie et stratégies agricoles*. Paris : Club Demeter. p. 135-155.
- Aubry C., Kébir, L. 2013.** Shortening food supply chains: a means for maintaining agriculture close to urban areas? The case of the French metropolitan area of Paris. *Food Policy*, vol. 41, p. 85-93.
- Bohn K., Viljoen A. 2005.** More space with less space: an urban design strategy. Viljoen A., Howe J. (eds). *Continuous productive urban landscapes. Designing urban agriculture for sustainable cities*. Oxford : Architectural press, p. 10-16.
- Brace B. 2010.** A bed for the guerrilla gardener; questioning public space and challenged land through sabotage of the establishment.

[www.academia.edu/1258372/A bed for the guerrilla gardener questioning public space and challenged land](http://www.academia.edu/1258372/A_bed_for_the_guerrilla_gardener_questioning_public_space_and_challenged_land). [Consulté le: 08.10.2012].

**Consalès J.N. 2007.** Les jardins familiaux à Marseille, Gênes et Barcelone. In : Institut National du Patrimoine. *Du jardin ouvrier au jardin partagé : un rôle social et environnemental*. Paris : INP. (Bibliothèque numérique de l'INP, n° 4).

**Crane A. 2011.** *Intervening with agriculture: a participatory action case study of guerrilla gardening in Kingston*. Ontario Queen's University Department of Environmental Studies.

**De Zeeuw H., Dubbeling M., Van Veenhuizen R., Wilbers J. 2004.** *Key issues and courses of action for municipal policy making on urban agriculture*. Leusden (NLD) : RUA Foundation. (Working Papers series, n. 2). <http://www.ruaf.org/sites/default/files/Municipal%20policies%20and%20strategies%20on%20urban%20agriculture.pdf> [Consulté le: 14.04.2014].

**Duchemin E., Mougeot I., Nasr J. (dir.). 2010.** Dossier : L'agriculture urbaine : un outil multidimensionnel pour le développement des villes et des communautés. *Vertigo. la revue électronique en sciences de l'environnement [en ligne]*, 10, n 2. <http://vertigo.revues.org/9848> [Consulté le: 13.04.2014]

**EPA (United States Environmental Protection Agency). 2011.** *Brownfields and urban agriculture: Interim guidelines for safe gardening practices*. Chicago : EPA.

**FAO 2010.** *Fighting poverty and hunger. What role for urban agriculture?* Rome : FAO. (Policy Brief, Economic and Social Perspectives, n. 10).

**FAO 1999.** Issues in Urban Agriculture. <http://www.fao.org/ag/magazine/9901sp2.htm>. [Consulté le: 11.09.2012]

**FAO 1998.** Urban and peri-urban Agriculture. <http://www.fao.org/unfao/bodies/COag/cOAG15/X0076e.htm>. [Consulté le: 18.09.2012].

**Fleury A., Moustier P. 1999.** L'agriculture périurbaine, infrastructure de la ville durable. *Cahiers Agricultures*, vol. 8, p. 281-287.

**Fleury A., Donadieu P. 1997.** De l'agriculture péri-urbaine à l'agriculture urbaine. *Courrier de l'environnement de l'INRA*, n. 31, p. 45-61.

**Gorgolewski M., Komisar J., Nasr J. 2011.** *Carrot city: Creating places for urban agriculture*. New York: Monacelli Press Inc.

**Hopkins R. 2008.** Villes en transition, mouvement de Transition: le passage de la dépendance au pétrole à la résilience locale. <http://www.transitionnetwork.org/>. [Consulté le: 10.04.2014]

**Jouve A.-M., Padilla M. 2007.** Les agricultures périurbaines méditerranéennes à l'épreuve de la multifonctionnalité: comment fournir aux villes une nourriture et des paysages de qualité? *Cahiers Agricultures*, vol. 16, n. 4, p. 311-317.

- Magigi W., Drescher A.W. 2009.** Integration of urban agriculture into spatial planning. In Shackleton C.M., Pasquini M.W., Drescher A.W. (eds). *African indigenous vegetables in urban agriculture*. London : Earthscan. p. 245-268.
- Mares T.M, Pena D.G. 2010.** Urban agriculture in the making of insurgent spaces in Los Angeles and Seattle. In : Hou G. (ed.). *Insurgent public space guerilla urbanism and the remaking of contemporary cities*. Routledge. p. 241-243.
- McClintock N. 2010.** Why farm the city? Theorizing urban agriculture through a lens of metabolic rift. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, vol. 3, n. 2, p. 191-207.
- Morgan K., Sonnino R. 2010.** The urban foodscape: world cities and the new food equation. *Cambridge Journal Regions, Economy and Society*, vol. 3, n. 2, p. 209-224.
- Nadreau J., 2010.** L'animation d'un jardin partagé dans les quartiers nord de Marseille. *Durabilis*. <<http://www.magazine-durabilis.com/lanimation-dun-jardin-partage-dans-les-quartiers-nord-de-marseille/>> [Consulté le:11.04.2014]
- Nikolaïdou S., Anthopoulos A. 2013.** Municipal vegetable gardens and sustainable city. Placing agri food systems in urban agenda. In : *Proceedings of 11th ERSA-Gr Conference "Rural economy, rural space, regional and local development", Patras, 14-15 June 2013*. [en grec]. <<http://www.ersa.org/53rd-ersa-congress/>>
- Obadia J. 2008.** The diggable city: Making urban agriculture a planning priority. <<http://www.diggablecity.org>>. [Consulté le: 26.09.2012].
- OECD. (2001).** *Multifunctionality: Towards and Analytical Framework*. Paris : OECD.
- Pashchenko O., Consalès J.N. 2010.** Les jardins collectifs: derrière une seule notion, des réalités territoriales contrastées. *Durabilis*, 11. <<http://www.magazine-durabilis.net/les-jardins-collectifs-des-realites-territoriales-contrastees/>>. [Consulté le: 16.05.13].
- PERKA.** Periurban vegetable gardens of Thessaloniki. <<http://perka.org/el/content/perka>>. [Consulté le: 26.05.2013].
- Pothukuchi K., Kaufman J. 1999.** Placing the food system on the urban agenda: The role of municipal institutions in food systems planning>. *Agriculture and Human Values*, vol. 16, p. 213–224.
- Pourias J., Daniel A.C., Aubry C. 2012.** La fonction alimentaire des jardins associatifs urbains en question. *Pour*, n. 215/216 : Alimentation et Territoires, p. 333-347.
- Shackleton C.M., Pasquini M.W., Drescher. A.W. (eds). 2009.** *African indigenous vegetables in urban agriculture*. London : Earthscan.
- Smit J., Nasr J. 1992.** Urban agriculture for sustainable cities: using wastes and idle land and water bodies as resources. *Environment and Urbanization*, vol. 2, n. 4, p. 141-154.
- SUME (Sustainable Urban Metabolism for Europe).** 2008-2011. Research Program Funded by European Community's Seventh Framework Program FP7/2007-2013. Austrian Institute for Regional Studies and Spatial Planning (ÖIR). Austria. <<http://www.sume.at/>>. [Consulté le: 26.05.2012].

- Toronto Food Policy Council. 2012.** Grow To. An urban agriculture action plan for Toronto. <[http://tfpc.to/wordpress/wp-content/uploads/2012/08/GrowTO\\_ActionPlan\\_lowresFINAL.pdf](http://tfpc.to/wordpress/wp-content/uploads/2012/08/GrowTO_ActionPlan_lowresFINAL.pdf)>. [Consulté le: 06.06.13].
- Touraine A. 1984.** *Le retour de l'acteur*. Paris: Fayard.
- UNDP. 1996.** *Urban agriculture, food, jobs and sustainable cities*. New York: UNDP.
- Van Assche K., Beunen R., Duineveld M. 2012.** Formal/informal dialectics and the self-transformation of spatial planning systems: An exploration. *Administration & Society*, december 30. doi: 10.1177/0095399712469194.
- Vancouver City. 2003.** Action plan for creating a just and sustainable food system for the city of Vancouver. <<http://former.vancouver.ca/ctyclerk/cclerk/20031209/rr1.htm>>. [Consulté le: 19.08.2012].
- Viljoen A., Bohn K., Howe, J. 2005.** *Continuous productive urban landscapes: Designing urban agriculture for sustainable cities*. Oxford: Architectural Press.
- Visser A., Dekking A., Jan Eelco J., Klieverik M. 2007.** Urban agriculture guide. Urban agriculture in the Netherlands under the magnifying glass. Lelystad: Praktijkonderzoek Plant & Omgeving. <<http://api.ning.com/files/vjZjzUhZxlXNr2ewoSQ4E7sbKUEjqWIHN24XS0b6qr8/UrbanAgricultureGuide.pdf>>. [Consulté le: 09.10.2012].
- Wieviorka M. 1986-1987** Trois modèles de mouvements urbains. *Revue de l'Institut de Sociologie*, Université Libre de Bruxelles, tomes : 3-4
- Zanetti O. 2011.** *Guerrilla gardening, Geographers and Gardeners. Actors and networks: reconsidering urban public space*. Master's dissertation : Department of Geography, Queen Mary, University of London

